

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative d'Evry
Boulevard de France
91010 Evry-Courcouronnes

Evry-Courcouronnes, le 12/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SERIVEL

CITD ECOSITE de Vert le Grand
LE CIMETIERE AUX CHEVAUX
91810 VERT LE GRAND

Références : D2022- 0659

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement SERIVEL implanté CITD ECOSITE de Vert le Grand LE CIMETIERE AUX CHEVAUX 91810 VERT LE GRAND. L'inspection a été annoncée le 11/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERIVEL
- CITD ECOSITE de Vert le Grand LE CIMETIERE AUX CHEVAUX 91810 VERT LE GRAND
- Code AIOT dans GUN : 0006505082
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

SERIVEL est une installation de traitement des déchets ménagers avec un incinérateur de déchets non dangereux (241 000 tonnes par an) et deux lignes de tri des déchets issus de la collecte sélective des ménages.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données aux inspections de 2021 ;
- Prévention de la pollution atmosphérique ;
- Porter-à-connaissance relatif au quai de transfert d'ordures ménagères ;
- Actualisation des garanties financières ;
- Performance énergétique ;
- Points divers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Conformément à l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2015, à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a actualisé le montant des garanties financières étant donné les modifications des conditions d'exploitation intervenues depuis 2020.

Au vu des éléments déclarés par l'exploitant, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de l'Essonne de fixer le nouveau montant des garanties financières à hauteur de 1 234 324 euros avec l'index TP01 772,4 de décembre 2021 et un taux de TVA de 20%.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de l'Essonne de demander à l'exploitant le document attestant la constitution du montant des garanties financières défini ci-dessus, document établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Prévention du risque incendie 1/2	Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article art 10 de l'annexe VI	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suite données à l'inspection du 20/05/2021 (NC)	Lettre du 04/06/2021	/	Sans objet
Suite données à l'inspection du 20/05/2021 (Obs)	Lettre du 04/06/2021	/	Sans objet
Suite donnée à l'inspection du 15/06/2021	Lettre du 07/07/2021	/	Sans objet
Suite donnée à l'inspection du 16/11/2021	Lettre du 20/12/2021	/	Sans objet
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/03/2015, article 6,7,11	/	Sans objet
Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 2, 2.1	/	Sans objet
Mesures de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 3	/	Sans objet
Performance énergétique des installations d'incinération	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 33-1	/	Sans objet
Performance énergétique des installations d'incinération	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 33-2	/	Sans objet
Registre national des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	/	Sans objet
Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention du risque incendie 2/2	Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article Art 8 Annexe VI	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé une non-conformité : l'exploitant doit disposer d'un réseau d'eau lui permettant de disposer aux poteaux incendie d'un débit simultané de 240 m³/h à une pression de 1 bar en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suite données à l'inspection du 20/05/2021 (NC)

Référence réglementaire : Lettre du 04/06/2021
Thème(s) : Autre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>NC 2.1 : Le système de désenfumage doit être opérationnel et en bon état conformément à l'article 8 de l'annexe VI de l'arrêté préfectoral du 20/09/1996.</p> <p>NC 2.2 : La défense extérieure contre l'incendie doit être assurée par trois poteaux conformes à la norme française S 61 213 raccordés directement sur la canalisation devant assurer un débit simultané de 2 000l/mn sous une pression dynamique minimale de 1 bar, conformément à l'article 10 de l'annexe VI de l'arrêté préfectoral n°96.4071 du 20/09/1996.</p> <p>NC 3.1 : Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si aucune des moyennes journalières ne dépasse les valeurs en moyenne journalière, conformément à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2004.PREF.DAI/3/Ben°0119 du 04/08/2004. NC 3.2 : La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs moyennes semi-horaire ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée.</p> <p>Constats : NC 2.1 : Par courriel du 28/03/2022, l'exploitant transmet le dossier des ouvrages exécutés de la société BETIS relatif au remplacement de 28 trappes de désenfumage. Il contient : * le plan d'implantation des trappes de désenfumage situés sur la partie UVE (fosse + zone process). Il s'agit de trappes de désenfumage à déclenchement thermique à 180°C et à ouverture et fermeture manuelle par cartouche CO2. * le certificat d'installation et d'essai des commandes en date du 18/03/2022. Ce point est donc soldé.</p> <p>NC 2.2 : cf fiche "Prévention du risque incendie 1/2"</p> <p>NC 3.1 : cf fiche "Prévention de la pollution atmosphérique"</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite données à l'inspection du 20/05/2021 (Obs)

Référence réglementaire : Lettre du 04/06/2021
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : Obs 3.1 : Dans le cadre des modifications apportées à l'unité d'incinération des ordures ménagères, l'exploitant doit disposer d'un compteur pour les indisponibilités de mesure comme il s'y est engagé en 2020. Obs 3.2 : Lorsque l'exploitant constate un dépassement de la valeur limite mesurée en semi-continu, celui-ci doit le porter à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. Obs 3.3 : Les écarts relevés lors des contrôles semestriels doivent faire l'objet de commentaires et de propositions pour les rectifier et le cas échéant le délai nécessaire pour leur mise en œuvre, conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 31/08/2011.
Constats : Par courrier du 25/02/2022, l'exploitant s'engage à ajouter en juillet prochain à l'autosurveillance un compteur automatique pour les indisponibilités de mesure. Lors de l'inspection du 21/06/2022, l'inspection constate que le compteur a été ajouté aux données de pilotage de l'installation, en salle de commande. Concernant les deux autres observations, l'exploitant indique les prendre compte dans la restitution de l'autosurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite donnée à l'inspection du 15/06/2021

Référence réglementaire : Lettre du 07/07/2021
Thème(s) : Autre, .
Prescription contrôlée : Obs 1 : La zone de stationnement des véhicules contenant un déchet radioactif doit être correctement signalée à son entrée par l'affichage prévu. Obs 2 : L'inspection invite l'exploitant à mettre à jour la consigne « détection de véhicule radioactif », notamment ses annexes.
Constats : Par courriel du 17/06/2021, l'exploitant transmet la version V3 de la procédure C-VEL-Détection de véhicule radioactif du 01/06/2022. La procédure ne contient plus les formulaires <i>F-VEL-suivi vhl radioactif</i> et <i>F-VEL-liste des sources isolées stockées</i> . Cette version contient aussi une modification quant à l'emplacement du stationnement des BOM contenant des sources radioactives. Dans le cadre des travaux de construction de la cuve de 2000 m3 associée à l'extension du réseau de sprinklage, la zone d'isolement a été déplacée. Elle occupe à présent une partie du quai de déchargement. Celle-ci, située en dehors des zones de circulation, est délimitée par un grillage. L'exploitant prévoit de revenir à l'emplacement d'isolement initial au terme des travaux en février 2023. Ce point est donc soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite donnée à l'inspection du 16/11/2021

Référence réglementaire : Lettre du 20/12/2021
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'inspection est dans l'attente des conclusions des analyses des sols effectuées à l'extérieur du site suite à l'incendie.
Constats : Par courriel du 12/01/2022, l'exploitant transmet le rapport de l'APAVE en date du 10/01/2022 suite à la réalisation d'un plan de prélèvements sur les sols dans l'environnement du site après l'incendie du 11 novembre 2021. L'APAVE a réalisé, le 30/11/2021, 11 sondages sur 0,3 mètre de profondeur dont un témoin à l'opposé du panache de fumée. Les substances recherchées sont les hydrocarbures, BTEX, HAP, COHV, métaux lourds, PCB et dioxines et furanes Le rapport conclut à l'absence d'impact sur l'environnement du panache de fumées engendré par l'incendie. Ce point est donc soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2015, article 6,7,11
Thème(s) : Autre, .
Prescription contrôlée : Art 6 - L'exploitant est tenu d'actualiser tous les cinq ans le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet. La première actualisation intervient 5 ans après la date de signature du présent arrêté. Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé. L'exploitant transmet avec sa proposition : - la valeur datée du dernier indice publié TPO1 ; - la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de transmission. Art 7 - L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.
Constats : Par courriel du 04/04/2022, suite à la demande de l'inspection, l'exploitant transmet l'actualisation des garanties financières, à savoir 1 201 477 €. Le montant calculé des garanties financières est inférieur à celui fixé par l'arrêté préfectoral du 12 mars 2015 (1 495 402 €) La principale baisse est au niveau du montant à prévoir pour l'évacuation des déchets. L'activité de traitement de mâchefers ayant cessé, il n'y a plus à les prendre en compte dans le calcul des garanties financières. Concernant le montant du gardiennage, l'exploitant le revoit en s'appuyant sur une circulaire de 2013, somme forfaitaire de 15 000€. Toutefois, l'inspection propose de conserver le montant fixé en 2014, 23 500€.

Concernant la quantité maximale d'OM stockées, celle-ci augmente d'environ 750 m3, soit 150 tonnes avec la nouvelle activité de transfert d'OM. Ce nouveau stockage n'a pas été pris en compte par l'exploitant dans l'actualisation des garanties financières. Cela représente environ 20 000 euros supplémentaires à prévoir en termes de garanties financière.

Les déchets issus de la collecte sélective sont valorisés, leur élimination ne présente pas de coût supplémentaire.

En conséquence, l'inspection proposera à Monsieur le Préfet de l'Essonne de fixer le nouveau montant des garanties financières à hauteur de 1 234 324 euros.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 2, 2.1

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

Articles 2 et 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2004.PREF.DAI/3/Ben°0119 du 04/08/2004

Articles 3, 4, 5 et 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2011.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/400 du 31/08/2011 du 31/08/2011

Article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020-PREF/DCPPAT/BUPPE/072 du 27/04/2020

Constats : L'inspection constate sur l'année 2021 :

* L'exploitant réalise l'autosurveillance de ses émissions atmosphériques et fait réaliser par un laboratoire extérieur des analyses semestrielles ;

* l'autosurveillance en continu indique que les durées de dépassement des valeurs limites semi-horaires sont inférieures à la valeur limite de 60 heures pour chaque four (12h30 pour le four 1, 09h pour le four 2).

* Un dépassement en CO des valeurs limites journalières s'est produit au niveau des fours 1 et 2 le 10 novembre 2021, jour de l'incendie de la fosse. Ce sont les seuls dépassements de 2021. Le nombre de dépassements journaliers a diminué par rapport à 2020 où 10 dépassements ont eu lieu.

* Aucun dépassement de plus de 4 heures consécutives a été relevé en 2021.

* les résultats de l'autosurveillance en continu sont transmis à l'inspection mensuellement. Les dépassements des valeurs limites semi-horaires et le cas échéant des valeurs limites journalières y sont commentés.

Par sondage, l'inspection vérifie les valeurs moyennes journalières transmises mensuellement.

* l'exploitant réalise l'autosurveillance en semi-continu des dioxines et furanes. Toutes les valeurs mesurées sont inférieures à la valeur limite sur la période du 24/12/20 au 22/12/21.

* l'indisponibilité de mesure en semi-continu est inférieure à 15 %, (2,6 % pour la ligne 1 et 3,9 % sur la ligne L2)

* par sondage, le délai maximal de 28 jours pour le remplacement des cartouches de mesure est respecté et les résultats de cette surveillance sont transmis régulièrement à l'inspection.

* les mesures ponctuelles semestrielles par un organisme extérieur ont été réalisées en juin et novembre 2021.

Les rapports ne mentionnent aucun dépassement par rapport aux VLE fixées par l'arrêté

préfectoral du 27/04/2020.

* l'exploitant a fait procéder au test du QAL2 en juin 2021 pour ces analyseurs titulaire et redondant. Au terme de la vérification de la courbe d'étalonnage et du test de variabilité, le rapport conclut au bon fonctionnement des équipements.

A noter, trois remarques :

1. Lors des changements d'heure, il y a 46 ou 50 mesures semi-horaires en fonction du décalage horaire

28/03/2021-> Pas de moyenne enregistrée à 2h du matin car changement d'heure

2. Un arrêt des mesures en continu de 30 minutes suite à une coupure électrique le 12/06/2021. Cela a incrémenté le compteur d'indisponibilité des instruments de mesure. Cette donnée était jusqu'à présent relevé par le chef de quart.

3. Le 26/10/21, 2h30 d'invalidité de mesures suite à une défaillance des analyseurs du prestataire "Environnement SA" sur la ligne L2. La moyenne journalière a bien pu être mesurée.

Pour rappel, l'article 18 de l'arrêté ministériel de 2002 prescrit : « Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, dans une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum. »

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 3

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit assurer une surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement au minimum sur les métaux et les dioxines, furanes. Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposée être le plus important.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étranger, choisis par l'exploitant.

Pour les dioxines, furanes, le programme de surveillance tient compte de la présence éventuelles d'élevages de vaches laitières dans un rayon de 5km autour de l'installation et des conditions météorologiques locales (vitesse et direction des vents et pluviométrie en fonction des saisons, topographie, etc.) En cas d'impossibilité, l'exploitant propose une méthode équivalente (analyse de viandes, de légumes ou par jauges Owen).

Le contenu de ce programme comprend :

- un programme d'étude de la qualité de l'air à partir de relevés de flores lichéniques;
- un programme annuel de prélèvement et de dosage de dioxines/furanes et de métaux lourds dans les lichens prélevés en des points choisis partir des données des études de dispersion des rejets et de flores;
- une analyse annuelle du taux de dioxines/furanes et de métaux lourds sur des cultures (choux, salade...)

Les emplacements retenus pour les prélèvements devront être situés majoritairement dans les zones d'influence maximale des retombées atmosphériques. Des emplacements complémentaires devront être également retenus en dehors de ces zones pour servir de points de référence.

Les analyses en métaux porteront a minima sur les métaux les plus toxiques suivants : Pb, Cd, Hg, As, Ni, Cr.

Les résultats du programme de surveillance sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, accompagnés de tous les commentaires nécessaires afin de pouvoir juger de l'impact effectif des rejets atmosphériques sur l'environnement, ceci au regard des normes, recommandations, ..., applicables ou en vigueur puis sont repris dans le rapport annuel d'activité visé à l'article 9.1 du présent arrêté et sont communiqués à la Commission Locale d'Information et de Surveillance.

Constats : Pour rappel, la surveillance autour du CITD a évolué en 2021 en fonction des préconisations de l'étude de dispersion du bureau d'études ARIA de 2020. Des mesures de dioxines/furanes et d'éléments traces métalliques dans les lichens ont été réalisées sur 8 « nouveaux » emplacements et 1 témoin, plus proches du site.

Par courriel du 04/03/2022, l'exploitant transmet son bilan environnementale 2021 comportant les documents suivants :

- * Le rapport de surveillance environnementale 2021 de la société Aair Lichens en date de décembre 2021;

Concernant les dioxines/furanes, celui-ci conclut que la mesure sur le parking de Semaval (entreprise voisine) dépasse le seuil alerte d'Aair Lichens en cas d'agriculture et élevages laitiers à proximité (25,0 ng/kg TEQ OMS 1998 pour un seuil à 20,0 ng/kg). Le point de prélèvement situé sur le parking de Serivel est « à surveiller » avec 18,0 ng/kg TEQ OMS 1998.

Concernant les retombées métalliques, celui-ci conclut aussi à des dépassements importants en cadmium, mercure, antimoine et zinc sur les deux points mentionnés ci-dessus, à savoir les parkings de Serivel et Semaval.

- * le rapport 2021 de contrôle de l'environnement réalisé par Micropolluants Technologie

Suite aux prélèvements sur les choux situés dans trois zones distinctes, le rapport conclut à des concentrations élevées en métaux dans les trois prélèvements au second semestre 2021 (mesures effectuées du 15/10 au 25/01) alors qu'elles étaient faibles au 1er semestre 2021.

Suite à ces constats, l'exploitant fait réaliser en mars 2022 de nouvelles mesures à la fois sur le parking de Semaval à un autre endroit, plus éloigné de la circulation et au droit des prélèvements de végétaux effectués par Micropolluants Technologie en 2021. (rapport Expertise Exceptionnelle 1)

Il s'agit de prélèvements de lichens mais aussi de végétaux (uniquement sur le point de Vert-le-Grand, au sein d'une exploitation agricole de maraîchage)

Le rapport conclut que :

- * les mesures sont conformes dans les végétaux alimentaires;

- * pas de mesures significatives de dioxines/furanes et d'éléments traces métalliques dans les lichens. Les concentrations en dioxines/furanes et métaux sont beaucoup plus faibles que celles mesurées en août 2021.

En complément, à la demande de l'exploit, Aair Lichens effectue des prélèvements de Lichens dans les zones de prélèvement identifiées jusqu'en 2020. (rapport Expertise Exceptionnelle 1)

Le rapport conclut que les variations sont le fait d'une évolution environnementale classique sans influence tierce. Cependant, L9 est élevé en PCDD/F (parking de Serivel). Aucun impact dû à l'incinérateur n'est vraiment remarqué en métaux à l'exception de L9 (parking de Serivel)

Ces deux expertises exceptionnelles sont transmises à l'inspection par courriel du 11/05/2022.

Enfin, le rapport de mesures de retombées atmosphériques par la méthode des jauges Owens suite aux prélèvements de février 2021 fait apparaître des niveaux de retombées conformes aux valeurs de référence existantes, pour toutes les zones contrôlées en dioxines/furanes et en métaux lourds. Les résultats ainsi obtenus aux zones les plus proches montre un impact non significatif de l'Ecosite sur l'environnement de proximité.

Pour l'année 2022, la société Biomonitor réalisera la totalité des prestations de suivi de l'environnement (mesures dans les lichens et végétaux et retombées de poussières)

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Performance énergétique des installations d'incinération

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 33-1

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

La performance énergétique d'une installation d'incinération est calculée selon les indications de l'annexe VI.

Constats : L'exploitant utilise la formule du rendement énergétique telle que définie dans le code des Douanes pour la réduction de TGAP et non la formule prévue à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002.

Toutefois, ces deux formules sont proches.

Elles permettent de définir si une installation peut être considérée comme une unité de valorisation énergétique. Pour cela la valeur doit être supérieure à 0,65.

L'inspection constate que la performance énergétique de l'UVE en 2021 atteint 1,004.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Performance énergétique des installations d'incinération

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 33-2

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

L'opération de traitement des déchets par incinération peut être qualifiée d'opération de valorisation si toutes les conditions suivantes sont respectées :- la performance énergétique de l'installation est supérieure ou égale à 0,65 pour les installations autorisées après le 31 décembre 2008, à 0,65 pour les installations ayant fait l'objet d'une extension augmentant leur capacité de traitement ou d'une modification notable par renouvellement des fours après le 31 décembre 2008 ou à 0,60 pour les autres installations ;- l'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation et les résultats de cette évaluation sont reportés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 31 ;- l'exploitant met en place les moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique. Ces moyens de mesure font l'objet d'un programme de maintenance et d'étalonnage défini sous la responsabilité de l'exploitant. La périodicité de vérification d'un même moyen de mesure est annuelle. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les résultats du programme de maintenance et d'étalonnage.

Constats : Lors de l'inspection du 21 juin 2022, l'exploitant fournit les rapports de contrôle des instruments mesurant la puissance thermique récupérée en autoconsommation pour différents équipements du site, par exemple la chaleur fournie pour réchauffer la primaire et la secondaire d'air. Il n'y a pas de dysfonctionnement.

Par courriel du 06 juillet 2022, l'exploitant transmet les certificats de bon fonctionnement 2020 et 2021 du compteur fuel, les certificats de bon fonctionnement 2021 et 2022 des instruments mesurant la puissance thermique transmise au réseau de chaleur.

L'exploitant transmet aussi les relevés d'achats et de ventes d'énergie électrique. Les compteurs associés sont entretenus par ENEDIS.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre national des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;
Constats : Lors de l'inspection du 21 juin 2022, l'exploitant déclare que le basculement du registre déchets vers RNTDS est en cours de test. L'exploitant vérifie que les données collectées dans son système d'information interne, MKGT, sont reportées vers la plateforme RNTDS. A noter, une tolérance est accordée jusqu'au 31/12/2022 pour mettre en oeuvre RNTDS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée I.-Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er juillet 2021 : II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : Lors de l'inspection du 21 juin 2022, l'inspection constate que l'exploitant met en oeuvre le contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux sur le quai de déchargement de SERIVEL. Le dispositif enregistre les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation. A noter, il s'agit principalement de bennes de collecte des ordures ménagères.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque incendie 1/2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article art 10 de l'annexe VI
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : La défense extérieure contre l'incendie doit être assurée par trois poteaux conformes à la norme française S 61 213 raccordés directement sur la canalisation devant assurer un débit simultané de 2 000l/mn sous une pression dynamique minimale de 1 bar.
Constats : Lors de l'inspection du 16/11/2021, l'exploitant a déclaré avoir pour projet l'installation d'une réserve de 2000 m3 d'eau pour l'extinction automatique des GTA. Il a indiqué que la réserve de 320m3 est conservée, elle doit servir pour sur-panser le réseau d'eau alimentant les poteaux incendie du site. Par courriel du 17/06/2021, l'exploitant transmet la vérification annuelle des poteaux incendie par la société SPP en date du 01/07/21. Le débit de 120 m³/h est atteint avec certains poteaux incendie et pas d'autres, par exemple le débit est atteint avec les poteaux 520 et 522 mais pas avec les 521 et 522 ni 520 et 521. Le débit de 120 m³/h à 1 bar est aussi atteint avec trois poteaux mais avec des différences importantes de débit entre les trois poteaux. Le débit de 240 m³/h à 1 bar fixé par l'étude de dangers actualisé en 2020 n'est pas atteint. Lors de l'inspection du 21/06/2022, l'exploitant déclare que la priorité est la mise en service de la cuve de 2000 m3 d'ici la fin d'année. L'exploitant prévoit de sur-panser une partie du réseau des poteaux incendie à l'aide de la cuve de 320 m3 d'ici la fin du 1er semestre 2023. Ce point n'est donc pas soldé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Prévention du risque incendie 2/2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article Art 8 Annexe VI
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et judicieusement répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. Ces équipements doivent être maintenus en bon état et faire l'objet d'un contrôle périodique par les soins d'une personne compétente
Constats : Lors de l'inspection du 21 juin 2022, l'inspection que l'extincteur Q11 et le RIA Q3 situés sur le quai de déchargement ont été vérifiés en novembre 2021. Le système de désenfumage du quai de déchargement a été vérifié en avril 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

